

« Groupe des sages » voulu par Sarkozy : les dirigeants libéraux sceptiques

samedi 15 décembre 2007, par [AFP](#)

Plusieurs dirigeants libéraux européens, dont le Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, se sont montrés sceptiques vendredi sur l'utilité du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe que les 27 devraient lancer vendredi, à l'initiative de la France.

Ce groupe « n'est pas notre idée. Nous allons le soutenir, mais nous pensons être capables de réfléchir par nous-mêmes », a déclaré M. Rasmussen, après une réunion des responsables du parti libéral européen. « C'est quelque chose que nous avons accepté avec réticence parce que c'est important pour un grand État membre », a renchéri la présidente du parti, la Belge Annemie Neyts, sans citer directement la France. Le président français Nicolas Sarkozy avait lancé en juillet l'idée d'un « groupe de sages », dans l'espoir qu'on y débattre notamment des frontières de l'UE et de l'adhésion de la Turquie à laquelle il est opposé. Mais depuis, le projet de mandat du groupe, qui s'appelle désormais « groupe de réflexion indépendant », a été précisé par les 27 et ne contient ni le mot « frontières » ni le mot « élargissement ».

« Nous avons pesé sur le mandat », a souligné vendredi le Premier ministre finlandais Matti Vanhanen, assurant que ce groupe ne serait pas un moyen pour bloquer l'adhésion de la Turquie à l'UE. Sa naissance devrait d'ailleurs suffire à la France pour autoriser la semaine prochaine l'ouverture de 2 des 35 chapitres thématiques qui jalonnent les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, commencées en octobre 2005. Selon le projet de mandat qui sera soumis vendredi aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bruxelles, ce groupe doit permettre d'« anticiper et relever plus efficacement les défis à long terme (c'est-à-dire à l'horizon 2020-2030) ». Parmi ces défis, « le renforcement et la modernisation du modèle européen qui concilie réussite économique et solidarité sociale », « le développement durable », « la sécurité mondiale », « les migrations », « l'énergie et la protection du climat », « la lutte contre le terrorisme » et un meilleur dialogue avec les citoyens européens. Le groupe doit rendre ses travaux d'ici juin 2010.

Sources

Source : Agence France-Presse, 14 décembre 2004, 9h 46.